

LE PATRIOTISME ÉCONOMIQUE

ECONOMIC PATRIOTISM

JACQUES CHEVALLIER

Professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2) CERSA-CNRS (Paris, Ile de France, France).

ORCID: [<https://orcid.org/0000-0001-6325-4911>].

jacques.chevallier3@wanadoo.fr

Recebido/Received: 07.04.2021/April 7th, 2021

Aprovado/Approved: 8.11.2021/November 8th, 2021

ÁREAS DO DIREITO: Administrativo; Econômico/Financeiro; Internacional

RÉSUMÉ: Cette recherche entend esquisser les caractéristiques de l'ensemble des mesures étatiques reconnues comme «patriotisme économique» et leurs effets sur les relations internationales dans le monde d'aujourd'hui, notamment après la pandémie de COVID-19. Sa naissance historique est retracée, principalement sur la scène française, depuis Dominique de Villepin, et sa redynamisation lors du gouvernement d'Emmanuelle Macron. Par ailleurs, on établit ses limites, ses caractéristiques et ses ambiguïtés, ainsi que son aspect de recherche d'indépendance économique et le rôle de l'Union européenne face aux techniques de protection économique et à la conquête de marchés étrangers.

Mots clés: Patriotisme – Nationalisme – Régulation – Libre concurrence – Crise économique.

ABSTRACT: This research intends to outline the characteristics of all state measures recognized as "economic patriotism" and their effects on international relations nowadays, especially after the COVID-19 pandemic. Its historical birth is traced, mainly on the French scene, from Dominique de Villepin, and its revitalization during the government of Emmanuelle Macron. In addition, its limits, characteristics and ambiguities are established, as well as its aspect of seeking economic independence and the role of the European Union in the face of techniques of economic protection and the conquest of foreign markets.

KEYWORDS: Patriotism – Nationalism – Regulation – Free competition – Economic crisis.

SUMÁRIO: 1. Introduction. 2. L'activation du Patriotisme Économique. 3. L'ambivalence Du Patriotisme Économique. 4. Les apories du patriotisme économique. 5. Impact sur les relations internationales.

1. INTRODUCTION¹⁻²

L'activation du thème du patriotisme économique apparaît comme une réponse au constat des effets négatifs de la mondialisation, que le développement de la pandémie a contribué à mettre en évidence: l'invocation du patriotisme économique confère à l'intervention des États une nouvelle légitimité, en justifiant la défense des intérêts nationaux dans une économie mondialisée. Cette activation n'est cependant pas exempte d'ambiguïtés: la combinaison de stratégies défensive et offensive témoigne de l'ambivalence d'un patriotisme économique qui entend tout à la fois protéger l'économie nationale vis-à-vis de l'extérieur et inciter les entreprises à conquérir de nouvelles parts de marché en dehors des frontières. Cette ambivalence, génératrice de tensions structurelles au niveau des échanges internationaux, recouvre des contradictions plus profondes.

La formule «patriotisme économique» est d'utilisation récente. Jusqu'aux années 2000, elle est inusitée: on rencontre sans doute des expressions proches, telles «nationalisme économique» ou, plus banalement, «protectionnisme économique», ce dernier renvoyant notamment aux politiques déployées par les États au cours des années Trente pour faire face aux retombées de la crise; mais, si elles s'inscrivent dans un même champ sémantique, ces expressions ne sauraient être confondues avec l'idée de «patriotisme économique», qui recouvre d'autres significations. Les premiers textes qui évoquent le thème, le rapport Martre de 1994³ puis dix ans plus tard le rapport Carayon⁴, le font de manière indirecte, le rattachant à celui d'«intelligence économique», celle-ci étant définie comme «l'ensemble des actions coordonnées de recherche, de traitement et de distribution, en vue de son exploitation, de l'information utile aux acteurs économiques» et invitée à être conçue comme une «vraie et grande politique publique de l'État»: mettant l'accent sur l'importance de l'information, en tant qu'atout essentiel dans la compétition économique, l'intelligence économique n'est qu'un élément d'une stratégie plus globale, trouvant dans le patriotisme économique

-
1. Como citar esse artigo/How to cite this article: CHEVALLIER, Jacques. Le patriotisme économique. Revista de Direito Administrativo e Infraestrutura – RDAI, São Paulo, v. 6, n. 20, p. 00-00, jan./mar.2022. DOI: <https://doi.org/10.48143/rdai.20.j.chevallier>.
 2. Publié à *La Semaine Juridique*, septembre 2021, pp. 1646-1652.
 3. Henri Martre, *Intelligence économique et stratégie des entreprises*, Rapport pour le Commissariat Général du Plan, Documentation française, 1994.
 4. Bernard Carayon, *Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale*, Rapport au Premier ministre, La Documentation française, 2004. Voir aussi Bernard Carayon, *La stratégie de sécurité économique nationale*, Rapport d'information, Ass. Nat. 9 juin 2004, n° 1664.

d'autres ressorts et d'autres leviers⁵. Le thème est lancé dans le champ politique par Dominique de Villepin, alors Premier ministre qui, lors d'une conférence de presse du 27 juillet 2005, s'y réfère pour justifier son opposition résolue au projet d'OPA de Pepsi Cola sur Danone, fleuron de l'industrie agro-alimentaire française, annonçant le décret du 30 décembre 2005 visant à la protection d'entreprises jugées stratégiques: ce n'est pas le fait du hasard si, quelques années plus tard, son ancien directeur de cabinet sera amené, cette fois en tant que ministre de l'Economie, à formuler le 15 janvier 2021, dans des termes pratiquement identiques, un «non courtois, mais clair et définitif» au rachat de Carrefour par le groupe canadien Couche-Tard.

A première vue, l'expression peut surprendre, en ayant tout d'un oxymore. Le «patriotisme» relève en effet de la subjectivité individuelle et se situe dans l'ordre des sentiments: synonyme d'amour de la patrie, il signifie que celle-ci constitue aux yeux de tous la référence suprême, le cadre de la vie collective et pour laquelle on est prêt à se sacrifier; siège des intérêts bien compris de chacun, l'économie ne saurait susciter un tel investissement affectif. Parler de patriotisme économique peut apparaître dès lors comme une opération purement symbolique, visant à canaliser vers l'économie des affects qui se situent sur un plan radicalement différent, voire à susciter un mouvement artificiel d'adhésion autour de mécanismes générateurs de lutte, de tension, d'inégalité. L'expression évoque cependant une réalité plus simple et plus prosaïque: le constat que l'appartenance à une même collectivité implique l'existence d'intérêts communs, notamment économiques, qu'il s'agit de défendre et de promouvoir par rapport au monde extérieur; de l'état de l'économie dépend en effet la nature des équilibres sociaux, le degré de développement et d'intégration de la société⁶. Le patriotisme économique repose ainsi sur «le sentiment partagé d'appartenir à un système économique et/ou social national dont il convient d'assurer la pérennité»⁷; il passe par une prise de conscience collective de l'enjeu que constitue la bonne santé de l'économie nationale et implique la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés (État, entreprises, citoyens) pour y contribuer; l'intérêt économique national est érigé au rang de priorité de l'action collective.

5. Ayant souligné dans son rapport de 2004 que «l'intelligence économique est un patriotisme économique», Bernard Carayon explicitera ce lien dans l'ouvrage *Patriotisme économique*, Ed. Du Rocher, 2006.

6. Pour le rapport Carayon, «le patriotisme économique n'est pas une idéologie, c'est une politique sociale» (p. 11)

7. Marie-Françoise Delaite, Jacques Poirot, «Patriotisme économique et développement durable», *Développement durable et territoire*, décembre 2010.

contrôle étranger, telle l'épisode de Florange en 2014²⁵, montre assez le caractère illusoire d'une telle mesure dans une économie mondialisée. L'évolution récente du commerce international témoigne de cette pesanteur: si la crise de l'économie mondiale en 2008 a entraîné un ralentissement du rythme des échanges et des IDE, la progression a ensuite repris; et l'impact de la crise sanitaire, qui s'avère d'ores et déjà moins important que prévu²⁶, devrait être surmonté une fois que l'activité normale aura repris.

Incertitudes. Le déploiement de stratégies relevant du patriotisme économique se heurte au demeurant à de fortes incertitudes. D'abord, les *objectifs* poursuivis sont divers: la préservation d'une «souveraineté» qui exigerait de mettre certains pans de l'économie à l'abri de toute immixtion étrangère; l'affirmation de la puissance économique et financière d'une nation capable d'investir des espaces nouveaux; le souci de sécurité économique, impliquant que l'économie nationale ne soit pas déstabilisée par des centres de décision extérieurs; la volonté d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement²⁷, qui risquent d'être mis à mal par la pression de la mondialisation. Si tous ces objectifs ne sont pas contradictoires, la mise en avant de l'un ou de l'autre conduit à l'adoption de stratégies différentes. Ensuite, la liste des *secteurs* à défendre et à aider comporte une forte indétermination: la référence aux activités dites «essentielles» et/ou «stratégiques» ne suffit pas; le patriotisme économique va au-delà des technologies de pointe et des secteurs d'avenir pour s'étendre à d'autres activités indispensables aux équilibres économiques. Une hiérarchie des priorités paraît devoir s'imposer. Enfin, la définition des *entreprises* à soutenir est variable: le patriotisme économique suppose-t-il de soutenir en premier lieu les grandes entreprises, avec l'idée de forger des «champions nationaux», ou, au contraire, les PME qui forment la trame du tissu économique, voire de privilégier des entreprises d'un type nouveau, des *start-ups*, conçues comme vecteur d'innovation? Plus généralement, l'idée que le patriotisme économique vise à défendre les entreprises nationales se heurte au constat que la nationalité d'une entreprise est devenue une notion floue, eu égard à la composition du capital des grandes entreprises.

25. La proposition de nationalisation temporaire de Florange, formulée par Arnaud Montebourg, alors ministre du redressement productif sera écartée au profit d'un accord avec Arcelor-Mittal. Le patriotisme économique ne sera pas invoqué pour s'opposer à la vente en 2014 de la branche énergie d'Alstom au groupe américain General Electric et en 2015 d'Alcatel-Lucent à Nokia.

26. L'OMC tablait sur une chute du volume des échanges de 12,9 % en 2020, alors qu'il n'a été que de 9,2 %.

27. Marie-Françoise Delaite, Jacques Poirot, précité.

Dans tous les cas, le patriotisme ne saurait être la seule boussole guidant les politiques économiques, qui sont tenues d'intégrer d'autres paramètres: le patriotisme peut apparaître, notamment sous sa forme défensive, comme contraire à l'impératif de développement économique; le souci d'attirer les investisseurs étrangers pousse à renforcer l'attractivité du territoire national, en excluant toute mesure favorisant les entreprises nationales.

5. IMPACT SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES

L'invocation du patriotisme économique comporte des effets plus diffus qui pèsent sur les relations internationales. D'abord, il implique que l'intérêt national se confond avec celui des entreprises: la distinction du public et du privé tend à s'estomper et les dimensions politique et économique apparaissent comme inextricablement mêlées. Les rapports entre entreprises et États se présentent comme étant à base d'interdépendance réciproque: les entreprises sont tout autant besoin de l'appui et du relais des États que ceux-ci ont besoin d'elles pour assurer l'équilibre des échanges, renforcer le tissu économique et préserver l'emploi; les États sont dès lors voués à se transformer en porte-parole et en défenseurs des intérêts nationaux dans la compétition internationale²⁸. Ensuite, au rebours de l'idée de communauté ou de solidarité internationales, il conçoit l'économie mondiale comme un champ clos dans lequel s'affrontent les égoïsmes nationaux, légitimés par le ressort du patriotisme. Les relations commerciales sont placées sous le signe d'un rapport de force entre États, qui entendent faire prévaloir leurs intérêts: elles sont l'occasion de tensions récurrentes, voire de véritables guerres commerciales, les mesures prises par les uns pour défendre leurs intérêts étant contrebalancées par les mesures de rétorsion consécutives adoptées par les autres²⁹; les dispositifs de régulation existants sont eux-mêmes pris dans ces luttes d'influence et ces logiques d'affrontement. Le patriotisme économique apparaît ainsi comme le reflet et la traduction des rapports de force qui dominent les relations internationales.

28. Susan Strange, *The Retreat of the State: the diffusion of power in the world Economy*, Cambridge University Press, 1996.

29. Voir le conflit entre les États-Unis et l'Union européenne concernant les aides accordées aux groupes aéronautiques (Airbus/Boeing) et les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine. Le patriotisme économique peut ainsi se révéler à double tranchant, en se retournant contre celui qui l'utilise (Mourad Oubrich, Eric Pomès, «Le patriotisme économique, erreur géoéconomique?», *Géo-économie*, 2008, n° 2, pp. 85 sq.).

L'activation récente du thème du patriotisme économique à la faveur de la pandémie qui a fait ressortir certains des effets négatifs du processus de mondialisation ne met pas réellement celui-ci en cause: l'interdépendance des économies est telle que la tentation protectionniste qu'elle pourrait entraîner paraît vouée à l'échec. En revanche, l'idée de défense des intérêts nationaux dans la compétition économique mondiale est appelée à rester plus que jamais d'actualité, indissociable du nouvel interventionnisme économique étatique que la crise a suscité partout dans le monde.



PESQUISA DO EDITORIAL



ÁREAS DO DIREITO: Administrativo; Econômico/Financeiro; Internacional

Veja também Doutrina relacionada ao tema

- Covid-19: proteção da vida e da economia sob a ótica dos direitos humanos, de Eduardo Cambi e Letícia de Andrade Porto – RT 1019/239-273.

REVISTA DE
**DIREITO ADMINISTRATIVO,
INFRAESTRUTURA,
REGULAÇÃO E COMPLIANCE**

*Journal of Administrative Law, Infrastructure,
Regulation and Compliance*

Ano 6 • n. 20 • jan./mar. 2022
N. 6 • Issue 20 • Jan./March 2022

REVISTA DE DIREITO ADMINISTRATIVO, INFRAESTRUTURA, REGULAÇÃO E COMPLIANCE

Journal of Administrative Law, Infrastructure, Regulation and Compliance

Ano 6 • n. 20 • jan./mar. 2022

N. 6 • Issue 20 • Jan./March 2022

Coordenação

AUGUSTO NEVES DAL POZZO

RICARDO MARCONDES MARTINS

Editor-Chefe

ALEXANDRE GODDY DOTTA

Conselho Editorial

Editorial Board

**Presidente do Conselho: Roberto Mangabeira Unger –
Harvard University Law School (Cambridge, Massachusetts, Estados Unidos)**

Adrián Gutiérrez (Universidad de la República Oriental del Uruguay – UDELAR – Montevideú – Uruguai) – Alejandro Canónico Sarabia (Universidad Católica Andrés Bello – UCAB – Caracas – Venezuela) – Alexandre de Moraes (Universidade de São Paulo – USP – São Paulo – Brasil) – Anabelen Casares Marcos (Universidad de León – UNILEÓN – León – Espanha) – Andrea Juliana Lara (Universidad de Cuyo – UNCUYO – Mendoza – Argentina) – André Luiz Freire (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo – PUC-SP – São Paulo – Brasil) – Augusto Durán Martínez (Universidad Católica del Uruguay – UCU – Montevideú – Uruguai) – Carlos Augusto Ayres de Freitas Britto (Centro Universitário de Brasília – UniCEUB – Brasília – Brasil) – Carlos Aymerich Cano (Universidade da Coruña – UDC – Corunha – Espanha) – Carlos Bernal-Pulido (Macquarie Law School – MQ – Sydney – Austrália) – Carlos Enrique Delpiazzo Rodríguez (Universidad de Montevideo – UM – Montevideú – Uruguai – e Universidad Católica del Uruguay – UCU – Montevideú – Uruguai) – Clarissa Sampaio (Universidade de Fortaleza – UNIFOR – Fortaleza – Brasil) – Cláudia Viana (Universidade do Minho – UMINHO – Braga – Portugal) – Christian Bettinger (Université Paris II – Panthéon-Assas – Paris – França) – Cristiana Maria Fortini Pinto e Silva (Universidade Federal de Minas Gerais – UFMG – Belo Horizonte – Brasil) – Daniel Ferreira (Centro Universitário Internacional – UNINTER – Curitiba – Brasil) – Daniel Wunder Hachem (Universidade Federal do Paraná – UFPR – e Pontifícia Universidade Católica do Paraná – PUCPR – Curitiba – Brasil) – Edilson Pereira Nobre Júnior (Universidade Federal de Pernambuco – UFPE – Recife – Brasil) – Egon Bockmann Moreira (Universidade Federal do Paraná – UFPR – Curitiba – Brasil) – Emerson Gabardo (Universidade Federal do Paraná – UFPR – e Pontifícia Universidade Católica do Paraná – PUCPR – Curitiba – Brasil) – Ezequiel Cassagne (Universidad Católica Argentina – UCA – Buenos Aires – Argentina) – Fabricio Motta (Universidade Federal de Goiás – UFG – Goiânia – Brasil) – Fernando Dias Menezes de Almeida (Universidade de São Paulo – USP – São Paulo – Brasil) – Francisco Eusebio Puerta Seguido (Universidad de Castilla-La Mancha – UCLM – Toledo – Espanha) – Francisco Hernández González (Universidad de La Laguna – ULL – San Cristóbal de La Laguna – Espanha) – Gilberto Bercovici (Universidade de São Paulo – USP – São Paulo – Brasil) – Gladys Camacho Cépeda (Universidad de Chile – UCHILE – Santiago – Chile) – Gonzalo Barrio García (Universidade da Coruña – UDC – Corunha – Espanha) – Guido Santiago Tawil (Universidad de Buenos Aires – UBA – Buenos Aires – Argentina) – Irene Patricia Nohara (Universidade Presbiteriana Mackenzie – UPM – e Universidade de São Paulo – USP – São Paulo – Brasil) – Jacques Chevallier (Université Paris II – Panthéon-Assas – Paris – França) – Jaime Rodríguez-Arana Muñoz (Universidade de Coruña – UDC – Corunha – Espanha) – Jaime Orlando Santofimio Gamboa (Universidad Externado de Colombia – Bogotá – Colômbia) – Javier Guiridlian Larosa (Universidad Católica Argentina – UCA – Buenos Aires – Argentina) – Jerson Carneiro Gonçalves (Instituto Brasileiro de Mercado de Capitais – IBMEC – Rio de Janeiro – Brasil) – Jose Luis Benavides Russi (Universidad de Externado de Colômbia – Bogotá – Colômbia) – José Luis Lara Arroyo (Pontifícia Universidad Católica de Chile – UC – Santiago – Chile) – José Maria Gimeno Feliu (Universidad de Zaragoza – UNIZAR – Saragoça – Espanha) – José Roberto Pimenta Oliveira (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo – PUC-SP – São Paulo – Brasil) – José Sérgio da Silva Cristóvam (Universidade Federal de Santa Catarina – UFSC – Florianópolis – Brasil) – Juan David Duque Botero

(Colégio Mayor de Nuestra Señora Del Rosario – Bogotá – Colômbia) – Juan Manuel Otero Varela (Universidade Panamericana – UPANA – Cidade do México – México) – Juarez Freitas (Pontifícia Universidade Católica do Rio Grande do Sul – PUCRS – Porto Alegre – Brasil) – Karlos Manuel Navarro Medal (Universidade Nacional Autónoma de Nicaragua – UNAN – Manágua – Nicarágua) – Luis José Béjar Rivera (Universidade Panamericana – UPANA – Cidade do México – México) – Maria Del Carmen Rodriguez (Universidade da Coruña – UDC – Corunha – Espanha) – Manlio Fabio Casarín León (Universidade Veracruzana – UV – Xalapa – México) – Maria Isabel Gallego Corcoles (Universidade de Castilla-La Mancha – UCLM – Toledo – Espanha) – Maria Luz Zanvetto Mazzoni (Universidade Austral – UA – Buenos Aires – Argentina) – Mauricio Rafael Pernia Reyes (Universidade Católica del Táchira – UCAT – San Cristóbal – Venezuela) – Mauricio Zockun (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo – PUC-SP – São Paulo – Brasil) – Pablo Gutiérrez Colantuono (Universidade Nacional del Comahue – UNCOMA – Neuquén – Argentina) – Pablo Oscar Gallegos Fedriani (Universidade de Buenos Aires – UBA – Buenos Aires – Argentina) – Pablo Schiavi Muñoz (Universidade de Montevideo – UM – Montevideo – Uruguai) – Patricia Valcárcel Fernández (Universidade de Vigo – UVIGO – Vigo – Espanha) – Paulo Manuel Cunha Costa Otero (Universidade de Lisboa – ULISBOA – Lisboa – Portugal) – Pedro Costa Gonçalves (Universidade de Coimbra – UC – Coimbra – Portugal) – Pedro Estevam Pinto Serrano (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo – PUC-SP – São Paulo – Brasil) – Rafael Acevedo (Universidade de Vigo – UVIGO – Vigo – Espanha) – Rafael Dickson Morales (Universidade Iberoamericana – UNIBE – Santo Domingo – República Dominicana) – Sérgio Antônio Silva Guerra (Fundação Getúlio Vargas – FGV – Rio de Janeiro – Brasil) – Shirlei Silmara de Freitas Mello (Universidade Federal de Uberlândia – UFU – Uberlândia – Brasil) – Silvio Luis Ferreira da Rocha (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo – PUC-SP – São Paulo – Brasil) – Thiago Marrara (Universidade de São Paulo – USP – Ribeirão Preto – Brasil) – Toni Jaeger-Fine (Fordham University – FU – Nova Iorque – Estados Unidos da América) – Vladimir da Rocha França (Universidade Federal do Rio Grande do Norte – UFRN – Natal – Brasil) – Ximena Lazo Vitoria (Universidade de Alcalá – UAH – Madri – Espanha).

Conselho Consultivo
Consulting Council

Presidente do Conselho Consultivo: Felipe Nogueira Monteiro –
Harvard University Law School (Cambridge, Massachusetts, Estados Unidos)

Ada Pellegrini Grinover in memoriam (Universidade de São Paulo – USP – São Paulo – Brasil) – Alexandre Santos de Aragão (Universidade do Estado do Rio de Janeiro – UERJ – Rio de Janeiro – Brasil) – Armando Rovai (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo – PUC-SP – São Paulo – Brasil) – Bruno Dario Werneck – (Fundação Getúlio Vargas – FGV – São Paulo – Brasil) – Carlos Ari Sundfeld (Fundação Getúlio Vargas – FGV – São Paulo – Brasil) – Clóvis Beznos (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo – PUC-SP – São Paulo – Brasil) – Daniela Campos Libório (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo – PUC-SP – São Paulo – Brasil) – Edgard Hermelino Leite Júnior (Instituto Brasileiro de Estudos Jurídicos da Infraestrutura – IBEJI – São Paulo – Brasil) – Edimur Ferreira de Faria (Pontifícia Universidade Católica de Minas Gerais – PUC-Minas – Belo Horizonte – Brasil) – Evane Beigelman Kramer (Universidade Presbiteriana Mackenzie – UPM – São Paulo – Brasil) – Floriano Peixoto de Azevedo Marques Neto (Universidade de São Paulo – USP – São Paulo – Brasil) – Gustavo Henrique Justino de Oliveira – (Universidade de São Paulo – USP – São Paulo – Brasil) – Inês Coimbra de Almeida Prado (Instituto Brasileiro de Estudos Jurídicos da Infraestrutura – IBEJI – São Paulo – Brasil) – Ives Gandra da Silva Martins (Universidade Presbiteriana Mackenzie – UPM – São Paulo – Brasil) – João Negrini Neto (Instituto Brasileiro de Estudos Jurídicos da Infraestrutura – IBEJI – São Paulo – Brasil) – José Eduardo Martins Cardozo (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo – PUC-SP – São Paulo – Brasil) – José Virgílio Lopes Enei – (Instituto Brasileiro de Mercado de Capitais – IBMEC – Rio de Janeiro – Brasil) – Kleber Zanchim – (Instituto Brasileiro de Mercado de Capitais – IBMEC – Rio de Janeiro – Brasil) – Marcelo Figueiredo (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo – PUC-SP – São Paulo – Brasil) – Márcio Cammarosano (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo – PUC-SP – São Paulo – Brasil) – Marcos Augusto Perez (Universidade de São Paulo – USP – São Paulo – Brasil) – Maria Sylvia Zanella Di Pietro (Universidade de São Paulo – USP – São Paulo – Brasil) – Percival José Bariani Júnior (Instituto Brasileiro de Estudos Jurídicos da Infraestrutura – IBEJI – São Paulo – Brasil) – Sérgio Ferraz (Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro – PUC-Rio – Rio de Janeiro – Brasil) – Tácio Lacerda Gama (Pontifícia Universidade Católica de São Paulo – PUC-SP – São Paulo – Brasil) – Tercio Sampaio Ferraz Júnior (Universidade de São Paulo – USP – São Paulo – Brasil).

REVISTA DE
**DIREITO ADMINISTRATIVO,
INFRAESTRUTURA,
REGULAÇÃO E COMPLIANCE**

Journal of Administrative Law, Infrastructure, Regulation and Compliance

Ano 6 • n. 20 • jan./mar. 2022

N. 6 • Issue 20 • Jan./March 2022

Coordenação

AUGUSTO NEVES DAL POZZO

RICARDO MARCONDES MARTINS

Editor-Chefe

ALEXANDRE GODOY DOTTA

THOMSON REUTERS

**REVISTA DOS
TRIBUNAIS™**

ISSN 2526-8120

REVISTA DE DIREITO ADMINISTRATIVO, INFRAESTRUTURA, REGULAÇÃO E COMPLIANCE

Journal of Administrative Law, Infrastructure, Regulation and Compliance

Ano 6 • n. 20 • jan./mar. 2022

N. 6 • Issue 20 • Jan./March 2022

Coordenação

AUGUSTO NEVES DAL POZZO
RICARDO MARCONDES MARTINS

Editor-Chefe

ALEXANDRE GODOY DOTTA

Os colaboradores desta Revista gozam da mais ampla liberdade de opinião e de crítica, cabendo-lhes a responsabilidade pelas ideias e dos conceitos emitidos em seus trabalhos.

© 2022 edição e distribuição da
THOMSON REUTERS BRASIL CONTEÚDO E TECNOLOGIA LTDA.

JULIANA MAYUMI ONO
Diretora responsável

Av. Dr. Cardoso de Melo, 1855 – 13º andar – Vila Olímpia
CEP 04548-005, São Paulo, SP, Brasil

TODOS OS DIREITOS RESERVADOS. Proibida a reprodução total ou parcial, por qualquer meio ou processo – Lei 9.610/1998.

CENTRAL DE RELACIONAMENTO THOMSON REUTERS SELO REVISTA DOS TRIBUNAIS
(atendimento, em dias úteis, das 9h às 18h)

Tel.: 0800-702-2433

e-mail de atendimento ao consumidor:
sacrt@thomsonreuters.com

e-mail para submissão de originais:
www.r dai.com.br

Conheça mais sobre Thomson Reuters
www.thomsonreuters.com.br

Acesse o nosso *eComm*
www.livrariart.com.br

Impresso no Brasil: [02.2022]

Professional

Fechamento desta edição: [16.12.2021]



ISBN 978-65-5991-397-8

REVISTA DE DIREITO ADMINISTRATIVO, INFRAESTRUTURA, REGULAÇÃO E COMPLIANCE

Journal of Administrative Law, Infrastructure, Regulation and Compliance

Ano 6 • n. 20 • jan./mar. 2022

N. 6 • Issue 20 • Jan./March 2022

Diretora de Conteúdo e Operações Editoriais

JULIANA MAYUMI ONO

Gerente de Conteúdo

MILISA CRISTINE ROMERA

Editorial: Aline Marchesi da Silva, Camilla Sampaio, Diego Garcia Mendonça, Emanuel Silva, Karolina de Albuquerque Araújo Martino e Quenia Becker

Gerente de Conteúdo Tax: Vanessa Miranda de M. Pereira

Direitos Autorais: Viviane M. C. Carmezim

Assistente de Conteúdo Editorial: Juliana Menezes Drumond

Analista de Conteúdo Editorial Júnior: Bárbara Baraldi

Estagiárias: Ana Amalia Strojnowski, Mariane Cordeiro e Mirna Adel Nasser

Produção Editorial

Gerente de Conteúdo

ANDRÉIA R. SCHNEIDER NUNES CARVALHAES

Especialistas Editoriais: Gabriele Lais Sant'Anna dos Santos e Maria Angélica Leite

Analista de Projetos: Thyara Pina da Silva

Analistas de Operações Editoriais: Caroline Vieira, Damares Regina Felício, Danielle Castro de Moraes, Mariana Plastino Andrade, Mayara Macioni Pinto, Patrícia Melhado Navarra e Vanessa Mafra

Analistas de Qualidade Editorial: Ana Paula Cavalcanti, Fernanda Lessa, Gabriela Cavalcante Lino e Victória Menezes Pereira

Estagiárias: Bianca Satie Abduch, Gabrielly N. C. Saraiva, Maria Carolina Ferreira e Sofia Mattos

Capa: Linotec

Imagem da Capa: Freepik.com

Lider de Inovações de Conteúdo para Print

CAMILLA FUREGATO DA SILVA

Visual Law: Maria Angélica Leite, Max Costa e Renata Barowski

Equipe de Conteúdo Digital

Coordenação

MARCELLO ANTONIO MASTROROSA PEDRO

Analistas: Gabriel George Martins, Jonatan Souza, Maria Cristina Lopes Araujo e Rodrigo Araujo

Gerente de Operações e Produção Gráfica

MAURICIO ALVES MONTE

Analistas de Produção Gráfica: Aline Ferrarezi Regis e Jéssica Maria Ferreira Bueno

Assistente de Produção Gráfica: Ana Paula de Araújo Evangelista

LINHA EDITORIAL

EDITORIAL LINE

A *Revista de Direito Administrativo e Infraestrutura – RDAI* – tem por objetivo o aprofundamento do Direito Administrativo, com ênfase no tema da Infraestrutura. Assume uma perspectiva normativista do fenômeno jurídico: considera ser o direito um conjunto de normas vigentes em determinado território. O objeto central da *Revista* são as normas vigentes no território brasileiro, ou seja, o Direito brasileiro. Adota, ademais, como premissa teórica fundamental que o referido conjunto de normas compõe um sistema, dotado de unidade, completude e coerência, com estrutura hierárquica, tendo no ápice as normas constitucionais, de modo que a incompatibilidade de uma norma inferior com a superior leva à invalidade da primeira. Considera, assim, possível um estudo científico desse conjunto normativo, com o intuito de apurar: a) quais normas compõem o sistema normativo; b) qual o sentido e o alcance dessas normas; c) quais delas são inválidas por incompatibilidade com as normas superiores.

A *RDAI* assume uma perspectiva *neoconstitucional*, acreditando que o sistema normativo consagra uma ordem objetiva de valores, vinculante para todos os operadores do Direito; e uma premissa *concretista*, no sentido de que toda interpretação normativa é condicionada pela realidade perante a qual a norma será aplicada. A partir dessas premissas, tendo por norte, em especial, a possibilidade de uma análise científica do Direito – cuja missão principal, insiste-se, é apurar as normas existentes, fixar seu conteúdo e alcance e identificar quais são válidas –, a *RDAI* assume a missão de contribuir para o progresso da Ciência do Direito Administrativo brasileiro. Como desdobramento necessário de sua missão primordial, preordena-se a contribuir para a difusão da compreensão correta das normas de Direito Administrativo e, com isso, para o aprimoramento das relações entre a Administração e o administrado.

Parte também a *RDAI* de uma perspectiva *ético-constitutivista*, no sentido de que a interpretação correta, a ser revelada pela Ciência do Direito, dá-se a partir da contraposição de ideias, em um incessante debate entre os estudiosos do tema. Tendo em vista isso, adota uma postura radicalmente *pluralista e democrática*. Não se filia a uma prévia ideologia ou a uma específica corrente doutrinária. Pelo contrário: assume como pressuposto para o desenvolvimento científico a

necessária compreensão das diversas correntes de pensamento. A atividade científica exige a análise crítica séria e esta pressupõe o conhecimento das posições divergentes. Essa perspectiva é aqui enfatizada: por pressuposição teórica fundamental, a RDAI fomenta a publicação de posições teóricas diversas, alicerçadas em premissas conceituais diferentes. A interpretação correta será descoberta, acredita-se, não pela revelação de um doutrinador, a partir de uma inspiração individual, mas pelo debate entre os estudiosos do tema, o enfrentamento respeitoso dos argumentos e contra-argumentos.

Reconhece, outrossim, como premissa a importância do Direito comparado para a correta compreensão das normas brasileiras. Sem desconsiderar a aludida perspectiva concretista, e o condicionamento da realidade do local a ela inerente, muitos dos institutos incorporados na legislação brasileira foram e são debatidos no direito alienígena. Ademais, muitos dos problemas enfrentados pela Administração e pelos administrados brasileiros são similares aos enfrentados em outros Estados. As reflexões referentes ao direito estrangeiro são, pois, assumidas como fundamentais para o desenvolvimento científico nacional. A RDAI possui, conseqüentemente, o intuito de difundir estudos científicos estrangeiros referentes à temática da revista.

A RDAI enfatiza o tema da infraestrutura, considerada elemento estrutural necessário ao desenvolvimento da sociedade contemporânea, por exemplo, o sistema de transportes – rodovias, transporte coletivo, ferrovias, portos, aeroportos –, saneamento básico – esgotamento sanitário, rede de distribuição de água, coleta e tratamento de lixo, drenagem –, iluminação pública, comunicação – correios e telegráficos, telecomunicações, radiodifusão de sons e de sons e imagens –, produção e distribuição de energia – petróleo, gás natural, pré-sal, hidrelétricas. A partir dessa exemplificação, evidencia-se a vastidão da temática da infraestrutura. O aprofundamento teórico de seu regime jurídico é vital para o aumento da segurança jurídica e, por conseguinte, para o maior desenvolvimento econômico do País.

A infraestrutura impacta, diariamente, a vida das pessoas. Aliar o desenvolvimento econômico com a melhoria de qualidade de vida é o maior desafio imposto àqueles que têm o dever de aperfeiçoar a infraestrutura nacional. O estudo comparado, nesse aspecto, revela os acertos e os desacertos de grandes projetos de infraestrutura realizados ao redor do mundo, viabilizando, com as devidas adaptações, sua adequada implantação em nosso país. Desenvolver projetos de infraestrutura que atendam às expectativas da sociedade e propiciem resultados concretos satisfatórios, alterando beneficentemente a vida do cidadão e permitindo que o País seja competitivo no mercado internacional, é o objetivo principal a ser alcançado pelo aprofundamento científico das respectivas normas setoriais.

Apesar da ênfase temática, a *RDAI* é primeiro uma *Revista de Direito Administrativo* e, só em segundo lugar, de Infraestrutura. A ordem aí tem sua razão de ser: destina-se ao aprofundamento teórico de todos os temas relacionados ao Direito Administrativo e não apenas da temática diretamente associada à infraestrutura. Isso porque todos eles, de forma mais ou menos direta, interferem nela. Deveras, é intuitivo que cada um dos campos setoriais da infraestrutura está intimamente associado a toda temática do direito administrativo. A título de exemplo, todo setor de infraestrutura está vinculado aos temas dos serviços públicos, bens públicos, agentes públicos, organização administrativa etc.

O estudo da Ciência do Direito Administrativo, com ênfase na temática da infraestrutura, exige o aprofundamento da teoria do direito. Esse aspecto é, comumente, desconsiderado nas publicações especializadas da área, mas é a tônica da linha editorial da *RDAI*. Sua vocação científica valoriza a análise conceitual e, pois, o aprofundamento dos institutos à luz da teoria do direito. Justamente por isso, a *Revista* abre-se para publicação de estudos de teoria do direito considerados importantes para o progresso científico do Direito Administrativo.

Acredita-se que os objetivos da *Revista* não serão atingidos apenas com a publicação de artigos científicos. Outras abordagens mostram-se bastante eficazes para o aprofundamento do debate científico. A *RDAI* pretende, por isso, publicar: a) pareceres; b) comentários jurisprudenciais; c) resenhas bibliográficas; d) breves comentários de doutrina; e) entrevistas com grandes nomes do Direito Administrativo brasileiro e da Infraestrutura; f) recentes diplomas normativos; g) comentários a textos normativos.

O Direito Administrativo e o Direito da Infraestrutura constroem-se não apenas na Academia, mas na aplicação prática, no cotidiano forense e administrativo. Pareceres elaborados por juristas de escol sobre a exegese das normas administrativas possuem indiscutível valor científico. Ademais, o conhecimento e o exame de decisões judiciais e administrativas relevantes, a resenha de obras de doutrina editadas recentemente, a apresentação e os comentários de diplomas normativos recém-publicados são de extraordinária pertinência para o aprimoramento do debate. É fundamental para o cientista do direito saber quais são os novos textos normativos, como eles vêm sendo aplicados, quais as novas obras sobre o assunto. A *RDAI*, apesar de ser primordialmente uma revista científica e, por consequência, destinar-se, precipuamente, à publicação de estudos acadêmicos, abre-se, enfim, para a publicação de outras produções jurídicas consideradas úteis para o debate científico.

A Ciência é fruto de um longo processo de reflexão; não se faz Ciência com o desprezo pelos avanços até então obtidos. A *RDAI*, sensível a isso, pretende resgatar os estudos que marcaram o Direito Administrativo brasileiro. A republicação

desses estudos – verdadeiros “divisores de água” nos respectivos temas – é de grande utilidade para os cientistas. Só com a atenção devida ao que já se produziu pode-se ir adiante. Não se trata apenas de uma homenagem àqueles que fizeram a Ciência avançar, e sim de um relevante serviço aos pesquisadores e operadores do Direito. Por evidente, a revisitação desses magníficos trabalhos facilita seu acesso à juventude acadêmica, o que pode ser de inestimável préstimo ao progresso científico.

Com essa linha editorial, os Coordenadores têm absoluta convicção de que a *RDAI* cumprirá sua missão. Sem embargo, este veículo só cumprirá seu papel se contribuir de alguma forma para que o Estado brasileiro atinja seus objetivos constitucionais, discriminados no art. 3º da CF/1988. Em última análise, a *Revista de Direito Administrativo e Infraestrutura* invoca para si os mesmos objetivos impostos ao Estado brasileiro: construir uma sociedade livre, justa e solidária, garantir o desenvolvimento nacional, erradicar a pobreza e a marginalização e reduzir as desigualdades sociais e regionais, promover o bem de todos, sem preconceitos de origem, raça, sexo, cor, idade e quaisquer outras formas de discriminação. Pelas premissas aqui fixadas, o trabalho não se realizará individualmente. Todos, sem exceção, cientistas e operadores do Direito, independente do partido, da ideologia ou da linha de pensamento, estão convidados a embarcar nessa grande viagem rumo ao aprofundamento científico desse ramo fundamental das ciências jurídicas.

AUGUSTO NEVES DAL POZZO
RICARDO MARCONDES MARTINS
Coordenadores

APRESENTAÇÃO

INTRODUCTION

É com grande felicidade que apresentamos o número 20 da *Revista de Direito Administrativo, Infraestrutura, Regulação e Compliance – RDAI*, dividido em seis seções.

A primeira seção, destinada ao Direito Administrativo, é subdividida em quatro subseções. A primeira subseção tem por objeto as licitações e os contratos administrativos e traz três trabalhos. O primeiro, intitulado “Sistema de Registro de Preços na Lei 14.133/2021: deveres e obrigações da Administração Pública para com o fornecedor”, de autoria da Mestre Gabriela Pércio, Professora do Centro Universitário Curitiba (Paraná), apresenta relevante contribuição científica sobre o sistema de registro de preços. O segundo, intitulado “*Contracting out is in* – a nova Lei de Licitações e Contratos Administrativos e o aperfeiçoamento do ambiente institucional para a ampliação do uso da contratação pública como meio de implementação de políticas públicas”, de autoria do Doutor Thiago Lima Breus, Professor da Universidade Federal do Paraná – UFPR, examina a implementação de políticas públicas à luz da nova Lei de Licitações e Contratos Administrativos. O terceiro, intitulado “Tecnologia e inovação na gestão pública: enfrentamento de crises com transparência e participação popular no âmbito da Lei 13.979/2020”, de autoria do Doutor José Osório do Nascimento Neto, Professor do Programa Pesquisa Produtividade da Faculdade Estácio Curitiba (Paraná), e do Especialista João Paulo Machado Piratelli, examina as contratações públicas e a Lei da Covid.

A segunda subseção tem por objeto o Direito Administrativo Sancionador e traz o trabalho denominado “Sistema de responsabilização pela prática de atos de improbidade administrativa: críticas à Lei 14.230/2021”, de autoria dos Professores Doutores José Roberto Pimenta Oliveira e Dinorá Adelaide Musetti Grotti, ambos da PUC-SP, no qual examinam a responsabilização por improbidade administrativa à luz das alterações realizadas pela Lei 14.230/2021.

A terceira subseção tem por objeto a intervenção do Estado no domínio econômico e social e traz o trabalho intitulado “Crise do serviço público de educação no contexto da pandemia: implementação de infraestrutura para a melhoria do ensino mediante logística digital em prol da inclusão universalizada e da

igualdade material”, de autoria do Doutor Luiz Alberto Blanchet, Professor da PUCPR (Paraná), e da Especialista Melissa Trento, no qual examinam o relevante e atual tema da implementação da educação pública digital.

A quarta subseção tem por objeto o controle e traz o trabalho intitulado “Revisitando nosso sistema de freios e contrapesos: conflito de atribuição, Poderes do Estado e jurisdição constitucional”, de autoria do Doutor Daniel Guimarães Zveibil, no qual examina com proficiência o conflito entre os Poderes Públicos, em especial tendo em vista a pandemia da Covid-19, teoriza o que chama de “conflito de atribuição”, e propõe a releitura da Constituição. O trabalho, especialmente escrito para a RDAI, retoma a magistral tese de doutoramento do autor, recentemente publicada pela Editora Dialética – *Conflito de atribuição entre poderes do Estado: a tutela judicial do sistema de freios e contrapesos como questão principal*.

A segunda seção, seguindo um padrão estabelecido desde o primeiro número da RDAI, traz trabalhos da doutrina estrangeira. Neste número são publicados quatro trabalhos. O primeiro, intitulado “Imparcialidade Administrativa e Controle Jurisdicional da Decisão”, de autoria do Doutor David Duarte, Professor da Universidade de Lisboa (Portugal), dá continuidade ao estudo publicado na RDAI 19 sobre a “imparcialidade administrativa”, e examina o controle da imparcialidade. Dentre as diversas questões relevantes, teoriza sobre os vícios da imparcialidade, e o faz de modo profundo e inovador. Trata-se da republicação, agora no Brasil, do capítulo final do livro *Procedimentalização, participação e fundamentação: para uma concretização do princípio da imparcialidade administrativa como parâmetro decisório*, publicado em Portugal, em 1996, e há muito esgotado. O segundo, intitulado “Le patriotisme économique”, de autoria do Doutor Jacques Chevallier, Professor da Université Panthéon-Assas (França). A RDAI republica no Brasil o trabalho originariamente publicado na *La Semaine Juridique*, no qual é examinado o patriotismo econômico, tema de suma relevância para o Direito Público brasileiro. O terceiro, intitulado “Del derecho de petición a la transparencia digital en Colombia”, de autoria do Doutor Augusto Hernández Becerra, Professor da Universidad Externado de Colombia, examina, com profundidade, o direito à transparência no Direito Administrativo colombiano. O quarto, intitulado “Evolución y régimen jurídico de la responsabilidad de los contratistas”, de autoria do Doutor Jaime Pintos Santiago, Professor da Universidad a Distancia de Madrid – UDIMA (Espanha), no qual efetua denso estudo histórico da contratação pública no Direito espanhol.

A terceira seção tem por objeto a publicação de pareceres jurídicos de importância científica para o Direito Administrativo. Neste número, a RDAI publica o parecer do Doutorando Weber Luiz de Oliveira, Procurador do Estado de Santa

Catarina, no qual examina a inaplicabilidade ao adicional de férias do limite com gasto de pessoal estabelecido na Lei de Responsabilidade Fiscal.

A quarta seção, seguindo a proposta da linha editorial de apresentar comentários sobre as mais recentes decisões judiciais relacionadas à temática da revista, traz três comentários. O primeiro, de autoria do Doutor Guillermo Glassman, examina a decisão do STF na ADI 5.779 sobre a constitucionalidade da atuação da ANVISA sobre a produção e comercialização de inibidores de apetite de eficácia e segurança controversas. O segundo, de autoria do Doutorando Antonio Carlos Alves Pinto Serrano, examina a decisão do STF no RE 1.209.429, sobre a responsabilidade objetiva do Estado pela atuação policial durante a cobertura jornalística. O terceiro, de autoria do Mestrando Bruno Vieira da Rocha Barbirato, sobre a decisão do STF no MS 35.410/DF, em que se examina a possibilidade de apreciação de inconstitucionalidade pelos Tribunais de Contas.

A quinta seção traz entrevista inédita, especialmente concedida à RDAI, com o Doutor Fábio Ulhoa Coelho, Professor Titular de Direito Comercial da PUC-SP. Nela examina boa parte de sua riquíssima produção bibliográfica, tratando, entre outros temas, da desconsideração da personalidade jurídica, do poder, da aplicação do CDC à Administração Pública, do Direito Antitruste, do desafio kelseniano, da lógica jurídica, das empresas estatais. Esse breve panorama evidencia a amplitude e a profundidade da entrevista. Não há palavras para registrar o agradecimento da coordenação da RDAI ao Professor Fábio Ulhoa Coelho pela generosidade em nos concedê-la. Dá-se, mais uma vez, continuidade ao que foi iniciado no número 01 da RDAI: trazer ao público depoimentos de importância histórica!

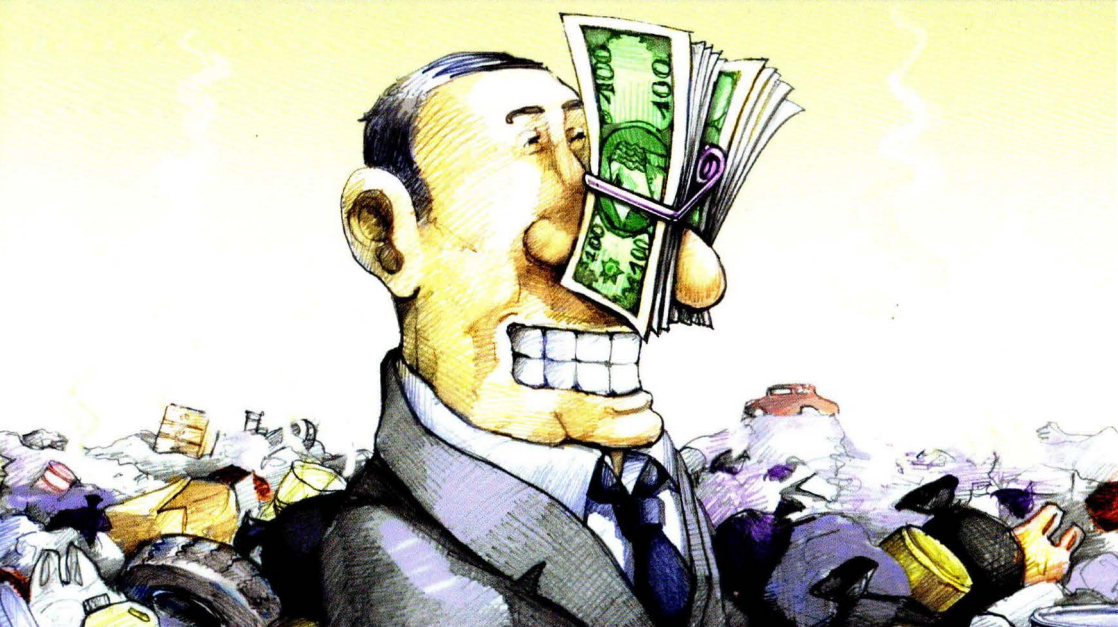
A sexta e última seção, denominada “Memória do Direito Administrativo”, traz ao público estudos que se tornaram referência na doutrina brasileira. Neste número, republicam-se dois memoráveis trabalhos. O primeiro, denominado “Intervenção em serviço público”, de autoria do Doutor Fábio Ulhoa Coelho, foi originariamente publicado em *Estudos de Direito Público* – EDP, Revista da Associação dos Advogados da Prefeitura do Município de São Paulo, no primeiro semestre de 1985. Trata-se de parecer proferido pelo autor, quando exercia o cargo de Procurador do Município de São Paulo, cujo tema é até hoje bastante atual. Com a republicação do trabalho, a RDAI presta homenagem ao Professor Fábio Ulhoa Coelho, por toda sua contribuição ao desenvolvimento científico do direito brasileiro. Publica-se, também, o trabalho denominado “Apontamentos sobre os agentes públicos”, de autoria do Doutor Celso Antônio Bandeira de Mello, publicado originariamente no número 13 da *Revista de Direito Público* – RDP, periódico publicado pela prestigiada Revista dos Tribunais, no terceiro trimestre de 1970.

A RDAI, acreditam os coordenadores, continua cumprindo plenamente sua *linha editorial*: contribuir para o aprimoramento científico do Direito Administrativo. Registra-se o agradecimento ao Doutor Alexandre Godoy Dotta pelo trabalho empreendido em prol da publicação deste número, bem como à competente equipe da Editora Thomson Reuters Revista dos Tribunais.

AUGUSTO NEVES DAL POZZO
RICARDO MARCONDES MARTINS
Coordenadores

NESTA EDIÇÃO:

**PANORAMA CRÍTICO DA LEI DE
IMPROBIDADE ADMINISTRATIVA, COM AS
ALTERAÇÕES DA LEI 14.230/2021**



REVISTA DE DIREITO ADMINISTRATIVO, INFRAESTRUTURA,
REGULAÇÃO E COMPLIANCE

• **RDAI 20**

ANO 6 • n. 20 • jan. - mar. • 2022

*Journal of Administrative Law, Infrastructure,
Regulation and Compliance*

N. 6 • ISSUE 20 • Jan. - Mar. • 2022

SISTEMA DE REGISTRO DE PREÇOS NA LEI 14.133/2021: DEVERES E OBRIGAÇÕES
DA ADMINISTRAÇÃO PÚBLICA PARA COM O FORNECEDOR

COORDENAÇÃO

**AUGUSTO NEVES DAL POZZO E
RICARDO MARCONDES MARTINS**

THOMSON REUTERS

**REVISTA DOS
TRIBUNAIS™**

1912 • 2022

110
anos

REVISTA DE DIREITO ADMINISTRATIVO, INFRAESTRUTURA,
REGULAÇÃO E COMPLIANCE

• RDAI 20

ANO 6 • n. 20 • jan. - mar. • 2022

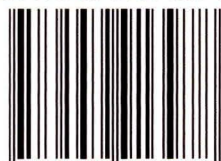
*Journal of Administrative Law, Infrastructure,
Regulation and Compliance*

N. 6 • ISSUE 20 • Jan. - Mar. • 2022

Sistema de Registro de Preços na Lei 14.133/2021: deveres e obrigações da Administração Pública para com o fornecedor • *Contracting out is in* – A nova Lei de Licitações e Contratos Administrativos e o aperfeiçoamento do ambiente institucional para a ampliação do uso da contratação pública como meio de implementação de políticas públicas • Tecnologia e inovação na gestão pública: enfrentamento de crises com transparência e participação popular no âmbito da Lei 13.979/2020 • Panorama crítico da Lei de Improbidade Administrativa, com as alterações da Lei 14.230/2021 • Crise do serviço público de educação no contexto da pandemia: implementação de infraestrutura para a melhoria do ensino mediante logística digital em prol da inclusão universalizada e da igualdade material • Revisitando nosso sistema de freios e contrapesos: conflito de atribuição, Poderes do Estado e jurisdição constitucional • Imparcialidade Administrativa e Controlo Jurisdicional da Decisão • Le Patriotisme Économique • Del derecho de petición a la transparencia digital en Colombia • Evolución y régimen jurídico de la responsabilidad de los contratistas • Despesa total com pessoal e limites da Lei de Responsabilidade Fiscal. (Im)possibilidade de exclusão do terço de férias • Intervenção em Serviço Público • Apontamentos sobre os agentes públicos.

ISSN 2526-8120

ISBN 978-65-5991-397-8



9 786559 913978

Ajude-nos a melhorar
cada vez mais nossos
produtos, acesse o
QR Code e responda
nossa pesquisa!



Visual Law

THOMSON REUTERS®



THOMSON REUTERS®

